

REVIEWS

Montagnards, révoltes et guerres révolutionnaires en Asie du Sud-Est continentale

Martial Dassé

Bangkok, Editions Duang Kamol, 1976; 288 pp.; 190 baht (US\$ 9.50)

Selon une précédente critique, citée par l'auteur en guise de préface, la seconde originalité de ce livre de Martial Dassé résiderait dans le fait que jamais le sujet n'avait été traité dans un seul ouvrage pour l'ensemble des pays concernés: Birmanie, Viet Nam, Laos, Cambodge, Thaïlande, Malaisie. C'est sans doute vrai, si on se limite aux publications en langue française. En anglais cela paraît déjà moins sûr, si on se réfère seulement à l'abondante bibliographie rassemblée dans cet ouvrage. Quoi qu'il en soit, la confrontation des problèmes locaux et des différentes solutions apportées dans chacun de ces pays était un magnifique sujet de réflexion socio-politique.

Existe-t-il seulement une solution satisfaisante pour les états polyethniques ? Le problème est commun en effet à toute l'Asie (pour ne pas parler des deux Amériques, de l'Europe et de l'Afrique!). Il concerne aussi bien l'URSS, l'Inde ou la République populaire de Chine que les divers états de l'Asie du Sud-Est continentale. En Asie communiste, on sait que le stalinisme – qui s'est d'ailleurs élaboré sur le thème de la question nationale – lui a apporté une solution institutionnelle provisoire, adoptée tant par l'URSS, la Chine que la R.D.V.N. Elle consiste en une assimilation rapide sous une couverture d'autonomie territoriale et culturelle. Les risques encourus – du fait que ces pays accordent un statut d'autonomie aux minorités – ont été en général largement compensés par l'implantation d'importantes colonies de majoritaires dans les territoires de minorités. Des déplacements de population et parfois la répression brutale, ont concouru à imposer la solution stalinienne aux populations récalcitrantes. Avec l'Asie du Sud-Est continentale non communiste le problème aurait quelques chances d'être résolu d'une

façon non stalinienne, pour peu que les états concernés aient pris conscience des réalités minoritaires. Telle est la toile de fond sur laquelle vient s'inscrire l'ouvrage de Martial Dassé.

Hélas, au lieu de l'analyse détaillée qu'on attend, l'auteur nous offre une compilation terne et confuse, mélangeant sans discrimination les sources sérieuses et les informations journalistiques. Par exemple, si on peut attacher quelque crédit aux articles et ouvrages d'un Bernard Fall ou d'un Georges Condominas, il y a quelque irrévérence et légèreté à mettre sur le même pied la production publiciste d'un W. Burchett ou le journalisme universitaire d'A. MacCoy, considéré maintenant comme un historien ! Que dire des publications de propagande du Viet Nam Nord que Martial Dassé reprend à son compte avec une naïveté désarmante ? Mais le sort des minoritaires (où qu'ils soient) ne semble pas préoccuper à l'extrême notre auteur, qui se soucie plutôt, semble-t-il de la façon dont les états pourront remédier aux désordres qu'ils auront causés.

Ce trait frappe le lecteur le moins averti. Dans les deux parties de ce livre on constate une absence totale des minoritaires en tant qu' "êtres sociaux". On n'y trouve que la relation de leurs révoltes, mais pratiquement rien de leur vie sociale ou économique. Ils sont traités collectivement comme des entités abstraites, fauteurs de troubles aux noms interchangeables. Et la seule préoccupation des gouvernements intéressés – et de Martial Dassé lui-même – semble être de les réduire au silence.

Or s'il y a un sens au mouvement autonomiste, c'est dans le contexte social de la population en cause qu'il faut en chercher les origines. Ce même contexte dévoilera à coup sûr si les espoirs autonomistes de tel ou tel groupe ont quelques chances d'aboutir à la constitution d'un état autonome.

Prenons le cas d'une ethnie que je connais bien : les Hmongs ou Méos. Martial Dassé leur attribue (p. 107) les caractères suivants : "... les Méos constituent une race absolument impossible à dominer, anarchique et libertaire par nature, et *sûre de sa supériorité sur les habitants des plaines* [souligné par moi]. Elle est donc difficilement

intégrable au système socialiste". Passons sur l'emploi suranné du mot *race* pour *ethnie*, reflet sans doute des lectures nord-vietnamiennes de notre auteur. Je voudrais bien que celui-ci m'explique comment on peut être à la fois "anarchique et libertaire" et *sûr de sa supériorité*. L'esprit libertaire s'accommode-t-il à présent d'une hiérarchie des groupes humains ? Je vois là, en filigrane, un glissement intéressant de la pensée. Le sens initial de ce jugement de valeur était sans doute que les Méos s'avèrent impossibles à dominer par les habitants des plaines, sûrs pourtant de leur supériorité sur les habitants des montagnes. Et c'est, en effet, le plus grave problème que les Méos aient posé dans leurs différents pays d'accueil en Asie du Sud-Est. Ce manque d'humilité qui fait vaciller les échelles de valeurs des sociétés hiérarchiques est ressenti comme prétention à une quelconque supériorité puisque chez ces dernières une relation égalitaire entre deux individus ne saurait être que la manifestation d'une grande familiarité (le problème se retrouve avec les Occidentaux). Or cet état d'esprit égalitaire, qui n'est pas dépourvu de courtoisie, n'est que la survivance de la démocratie archaïque qui dut précédé la constitution de l'Etat en Asie Orientale. On peut ajouter que s'ils sont résistants au socialisme, alors qu'ils maintiennent à l'état naturel la société sans classe dont rêvait Marx pour la dernière étape du communisme, après le dépérissement de l'Etat, ce n'est certainement pas leur faute, mais bien la preuve de l'inégalité flagrante qui subsiste dans le "centralisme bureaucratique" des régimes staliniens comme celui du Viet Nam Nord.

Les Méos sont encore un bon exemple des divers niveaux d'autonomie que peuvent rechercher des minoritaires. Si les Katchin, les Shan, les Karen de Birmanie ont consciemment milité pour une autonomie très large, à l'échelle de l'Etat, on ne trouve en revanche chez les Méos du Tonkin ou du Laos que de vagues aspiration à caractère messianique. Les mouvements de rébellion, suscités par une recrudescence périodique du mythe messianique, se sont toujours dissous rapidement par le simple jeu d'une structure politique extrêmement segmentaire. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils soient dépourvus en tant que groupe de toute aspiration politique. Leur éveil à la vie politique moderne fut en fait favorisé par leur rencontre avec les

principes égalitaires de l'administration française, durant la période coloniale. Le résultat ne fut pas la constitution de chefferies à l'instar des principautés taies ou lao, comme le croit M. Dassé, et comme l'ont peut-être interprété quelques administrateurs peu soucieux de réalités sociales, mais une intégration remarquable dont le Laos devait être le témoin privilégié. Celle-ci passait par une scolarisation de plus en plus nombreuse et l'entrée progressive dans le système administratif de jeunes intellectuels méos. Des figures de proue comme l'ancien ministre et conseiller du Roi Touby Ly Foun et le général Vang Pao étaient avant tout des fonctionnaires de l'Etat laotien. Ils avaient gravi régulièrement les échelons administratifs et leur pouvoir s'exerçait sur une population composée non seulement de Méos mais aussi de Laos et de Khmous, il s'arrêtait à la limite du territoire qui leur était confié. Leur notoriété tenait plus à leur réussite sociale dans l'administration lao qu'à un quelconque pouvoir charismatique qu'ils auraient exercé sur les autres Méos. Comment auraient-ils pu, dans ces conditions, se faire les champions de l'autonomie? Alors qu'elle les aurait coupés de la source et du but de leur réussite? C'est pourquoi ils n'ont jamais demandé qu'une plus grande participation de leur peuple à l'armée et à l'administration. Il a fallu que des journalistes besogneux sème la confusion en rapportant à ces personnalités en vue le mythe messianique du "ROI DES MEO". Or non seulement ces deux notables n'avaient rien à voir avec le mythe, mais ils ont toujours, à ma connaissance, persécuté ses propagateurs.

L'intégration des Méos au système administratif du Royaume lao figure parmi les faits remarquables des années 1960-75. Lors de leur grande fuite en Thaïlande, en mai 1975—et non en août comme l'affirme Dassé p. 233—ils s'administrèrent tout seuls et d'une façon impeccable pendant les premiers mois de leur séjour en Thaïlande, au grand étonnement des fonctionnaires thaï, et des "field officers" du UNHCR quand ces derniers firent leur première apparition au mois de septembre. Le savoir-faire administratif des cadres méos, leur niveau d'éducation et leur discipline avaient abasourdi les fonctionnaires thaï qui leur répétaient à l'envi:

— Vous, vous n'êtes pas des Méos! Qu'est-ce que vous êtes? Ils en profitèrent pour introduire leur véritable nom ethnique : *Hmong*, qui fut aussitôt adopté par les Thai dans les camps de réfugiés. Ce nom avait été utilisé dès 1972 par l'administration lao, sous la forme : *lao phao hmong* "Lao d'éthnie hmong" en remplacement du désuet *lao soung* "Lao des cimes" peu usité et du familier *sao hai* "cultivateur sur brûlis", employé parfois avec bonhomie par les fonctionnaires lao. Sous l'impulsion des Hmongs l'usage de cette locution s'étendait peu à peu aux autres minorités ethniques. Enfin l'enseignement primaire élémentaire en langue vernaculaire avait été acquis également, et le grand débat entre intellectuels hmongs et gouvernement lao, en 1974, avait pour thème l'adoption d'une écriture officielle du hmong que les premiers voulaient en caractères romains, tandis que le second avait opté pour une transcription en caractères lao¹.

On peut voir par cet exemple que la situation réelle des minorités ethniques au Laos avait évolué considérablement au cours des 15 dernières années du Gouvernement royal et qu'on est loin de l'image d'Epinal que nous présente Dassé. Que ce résultat soit dû à la guerre civile, à l'aide américaine apportée aux maquis montagnards, au soutien des missionnaires catholiques et protestants, ou bien à la présence culturelle du français comme langue véhiculaire de l'enseignement secondaire, le progrès des minorités au Laos était un phénomène acquis, lors des Accords sur le Cessez-le-feu de 1973. Cependant ce progrès ne touchait pas également tous les minoritaires. Il y avait à cela deux raisons: d'abord le manque de politique officielle (en cela Dassé a raison) qui laissait toute initiative aux minoritaires motivés mais ne ralliait pas les autres; ensuite et surtout, l'héritage des séquelles de la Première Guerre d'Indochine, où les positions des uns et des autres avaient été déjà prises. Ainsi la grande majorité des populations mèo et yao avait d'abord opté pour les Français, puis pour le Gouvernement royal lao, mais seulement une minorité de Khmou, de Lamet de Nya Hon etc., s'étaient rangés à leurs côtés. Entre ces populations autochtones et les Français subsistait, sur le plateau des Boloven, un

1. Voir J. Lemoine, *Les écritures du hmong*, Bulletin des Amis du Royaume Lao N°7-8, 1972, pp. 123-165.

contentieux de révoltes et de répression remontant au début du siècle. L'esprit de vendetta devait mener la deuxième génération dans les rangs du Parti Communiste Indochinois, puis du Front Patriotique Lao. Les communistes lao n'eurent d'ailleurs aucune peine à prêcher l'insurrection dans un milieu particulièrement favorable. Non seulement ces aborigènes avaient été subjugués par les Lao depuis le XIII^e siècle et n'occupaient dans la société globale, malgré leur nombre, qu'une position inférieure, symbolisée par la persistence du mot *kha* ("esclave, serf") pour les désigner, mais le préjudice racial dont ils étaient victimes diminuait considérablement l'impact de l'administration lao dans leurs villages. Population délaissée et crédule, les aborigènes n'on vu dans la Guerre Civile qu'une occasion de se libérer du joug lao et d'accéder au pouvoir dans un pays qu'ils continuent à regarder comme leur appartenant en propre. Il me semble que c'est là que le sort du Laos s'est joué.

Tandis que les Lao se tranquillisaient dans des rites périodiques d'appropriation du territoire auxquels les aborigènes étaient conviés d'apporter leur caution, les communistes promettaient l'égalité, l'éducation et le pouvoir. On peut citer rapidement le rôle politique d'un Sithon Kommadan, fils du chef Alak Kommadan qui dirigea la rébellion du plateau des Boloven en 1935 avant d'être tué par les Français en 1936. Après avoir connu les prisons françaises et japonaises, Sithon devait devenir un compagnon d'armes du prince Souphanouvong, fait commandant en chef des troupes Pathet Lao du Sud Laos en 1946, Vice-Président du Front Patriotique Lao en 1956, et pour finir premier Vice-Président de l'assemblée populaire de la R.D.P.L., en 1975. Sa mort, le 1er mai 1977, a porté un coup fatal aux rêves d'hégémonie des aborigènes. Malgré la présence de nombreux cadres aborigènes à tous les échelons—y compris celui de chef de province—dans la nouvelle administration communiste lao, l'enthousiasme révolutionnaire a fait long feu. Supportant mal des conditions de vie spartiates et le caporalisme étroit des cadres communistes, une partie de ces populations aborigènes s'est révoltée et oppose maintenant au gouvernement une résistance comparable à celle des Méos et des Yaos... Et dans le peuple il se murmure déjà que Sithon Kommadan (mort officiellement d'un cancer et d'une ancienne tuberculose) aurait été assassiné!

La solution communiste du problème des minorités au Laos qui consiste à les assimiler rapidement dans le processus de la prolétarisation générale des populations rurales ne paraît pas susceptible d'apporter ni la paix ni la réconciliation nationale promises par la propagande officielle. Au contraire, cette politique a fait naître un mouvement de résistance dépassant toute prévision, et fait fuir par ailleurs des milliers de minoritaires hors des frontières du pays. Non seulement le problème reste entier, mais l'avenir est plus que jamais dans la main des minoritaires.

La Thailande est certainement le pays que M. Dassé connaît le mieux et il donne un compte rendu assez fidèle de l'évolution de la politique à l'égard des minoritaires. On remarque toutefois l'absence d'une analyse du problème en question. Par ailleurs trouver des différences considérables entre le Laos et la Thailande en ce qui concerne l'attitude des majoritaires à l'égard des minoritaires relève à mon sens de l'utopie. Contrairement à ce que dit Dassé les Thai emploient aussi le mot *kha*, par exemple, quand ils parlent des Khmou dans le Nord (Dassé le confirme lui-même dans la note 2, p. 80). D'autres minoritaires comme les Kouï entre Surin et la frontière khmère sont appelés Soai par les Thai (ce qui signifie : "tributaires"). Si la Thailande a fini par accorder en 1974 la nationalité thaïe à tous les minoritaires nés sur son territoire, une telle décision était intervenue au Laos dès 1956, tous les minoritaires recevant—dans la mesure du possible—leur *bat pacham tua*, carte d'identité et carte d'électeur. En fait c'est le Laos, malgré son absence de politique et grâce à son laisser-faire, qui s'est avéré le plus favorable aux minoritaires. Malgré tous ses programmes et tous ses experts internationaux la Thailande n'a encore produit aucun docteur, aucun ingénieur, aucun général ni colonel d'origine montagnarde. Il faut ajouter immédiatement que le processus est en cours, qu'il y a déjà des élèves minoritaires dans les universités et que des émissions radio en langue vernaculaire rompent l'isolement des minoritaires. Depuis l'abandon d'une première politique d'assimilation rapide, le progrès vers l'intégration est sensible. Cependant bien des pas restent à faire, en particulier dans le sens d'une meilleure compréhension des cultures minoritaires. Dans cette optique j'avoue que je ne comprends pas le sens de cette critique (injustifiée d'ailleurs) de M. Dassé à l'égard du Tribal Research Center de Chiengmai;

"En définitive, le but inavoué du gouvernement était une assimilation rapide... A ce dessein s'opposaient les ethnologues des missions d'aide... qui, au contraire, voulaient protéger et développer les cultures tribales. Sous leur influence le Centre de Recherche sur les Montagnards perdit son utilité première pour se transformer peu à peu en Institut Universitaire destiné davantage à la recherche théorique qu'à l'élaboration de projets tendant à résoudre les problème de l'adaptation des groupes ethniques minoritaires dans la société thaïlandaise. (op. cit. p. 78)"

On ne saurait ignorer davantage l'intérêt de la connaissance ethnologique!

La Birmanie n'est pas mon domaine et j'ai donc lu avec beaucoup d'intérêt les pages qui lui sont consacrées. Non sans mal, car il faut lutter contre un luxe de détails qui vous assaillent dans le plus grand désordre. L'idée de séparer théorie et chronologie des faits ne me paraît pas heureuse à cet égard; elle multiplie les redites et retours en arrière et augmente la confusion du lecteur. Les spécialistes diront si la compilation qui est ici présentée correspond à ce qu'on connaît des événements. Naturellement les sociétés minoritaires sont totalement absentes en tant que telles, alors qu'on dresserait volontier d'intéressants parallèles entre les divers adversaires de l'Etat birman : les Etats Shan de structure hiérarchique, et constitués en petits royaumes, les chefferies katchin de caractère aristocratique et la structure démocratique des mouvements karen, labou etc. J'ai remarqué un certain nombre de défauts graphiques : n'écrivit-on pas Pa-O au lieu de Pao, Sao Hpa au lieu de Sahopas ? J'ai eu la curiosité de vouloir mettre à jour, auprès d'informateurs shan, la nomenclature (pp. 242-246) des divers mouvements minoritaires. Les informations recueillies diffèrent considérablement de la liste établie par Dassé. En se limitant aux Shan (p. 243) voici les principales différences et omissions :

- La *Shan State Freedom League* n'existerait plus depuis 1972.
- Le *Shan State Progressive Party* qui daterait du début du mouvement d'indépendance en 1958, n'a pas été mentionné.
- Le *Shan State Unity Party* n'existerait pas.
- La *Shan State Independance Army* ne serait que l'organisation clandestine de la défunte *Shan State Independance Organisation*.

— Il faut rajouter encore trois formations militaires : la *Shan State Revolutionary Army*, la *Shan State Progressive Party United Army* et la *Shan United Army* de Tchen Hsi Fou, bien connu dans les papiers du Narcotics Bureau.

A mesure qu'on s'avance dans le livre de Dassé on voit apparaître peu à peu l'idée directrice de l'auteur : des pays d'Asie du Sud-Est, il n'est guère que la Malaisie et, dans une certaine mesure, la Thaïlande a avoir eu une politique des minorités. Pour n'avoir pas reconnu leur importance les pays de l'ancienne Indochine Française sont tombés aux mains des communistes qui ont su exploiter le potentiel de subversion représenté par les populations minoritaires. Une fois au pouvoir les communistes se gardent bien de tomber dans la même erreur et s'empressent de mettre en place des institutions satisfaisantes. J'ai montré plus haut la vanité des institutions communistes dans la solution du problème des minorités. On peut penser que Viet Nam, Cambodge et Laos n'ont pas su s'occuper à temps de leurs minorités, qui ont rallié alors la cause des communistes. (Est-ce là le secret de la violence sanguinaire des Khmers Rouges ?) Mais on ne voit point en quoi la "révolution" met les majoritaires à l'abri de mouvements autonomistes séculaires, à moins de recourir à l'ethnocide, voire au génocide, comme on en a malheureusement l'exemple pour le Cambodge et le Laos.

Le projet de ce livre est certainement très ambitieux et le lecteur non informé appréciera ses prolongements jusqu'aux frontières de l'Inde et de la Chine qui font ressortir les routes de migration et de diffusion des idées—routes mises à profit dans l'exportation des mouvements dits de "libération". Les défauts matériels sont trop évidents pour qu'on s'y étende (cartes-brouillonnées, style incertain) et ne gèneraient pas tellement le lecteur si le plan du livre avait été plus synthétique. L'absence de discrimination et de critique des sources rend très hasardeuse l'utilisation de ce livre comme ouvrage de référence. L'index assez copieux dont il est pourvu le destine plutôt à une carrière de bibliographie commentée. Et sur ce point là l'auteur ne mérite que des éloges.

J. Lemoine

Chiang Mai
[CNRS, Paris]

Thailand: Population and Population Education

Chaiwat Panjaphongse and Narong Tiensong

Bangkok, Thai Watana Panich, 1976; 76 pp.; 35 baht (US\$ 1.75)

This is the first book to appear in English about population education programmes and population change in Thailand. It provides a wealth of information not merely for the Western reader, but for the many non-Thai-speaking Asians who are involved in population education throughout the region. A few other English-language materials about population education in Thailand are available from, for example, the Ministry of Education, Mahidol University, the Adult Education Division; however, access to these scattered publications requires considerable digging.

The body of Thai-language materials about population change and population education is sizeable and growing. It is unfortunate, however, that the authors drew heavily from Western sources. Nevertheless, this book stands as a valuable resource. Both Dr. Chaiwat and Dr. Narong have been actively involved in the development of population education in Thailand. They are staff members in the Faculty of Social Sciences and Humanities at Mahidol University, and conduct courses in population education there. Both have prepared their doctoral theses on population education. Mr. Narong has completed a text on population education for high school students.

Their book begins appropriately enough with a brief introduction to Thailand—its geography and history—and then proceeds to describe population size, composition and growth in the kingdom. The picture which emerges is not atypical of many developing countries. Population growth has been dramatic. It took 32 years beginning in 1911 for the population of Thailand to increase from 8 million to 16 million; but only 9 years to add 8 million people between 1958 and 1967. The population has more than tripled in this century. It is evident that there have been considerable social and economic consequences of this rapid growth for Thailand.

With this in mind, it is easy to see that the author of any book dealing with population faces an insurmountable problem. By the time a book is published, the whole population picture has changed. It is rather like taking a photograph of a long distance runner, only to find that he is no longer there by the time the picture is developed. The problem becomes evident as, for example, when the authors state that, based on the 1960 census and other data, the growth rate of Thailand is 3.3 per cent. This is extremely high—one of the highest growth rates in the world. However, at the time the book was being written, the first results of the 1970 census were becoming available. The National Economic and Social Development Board reported a decrease in the population growth rate which has continued until, in 1976, population growth in Thailand appeared to be about 2.5 per cent—representing a sizeable decrease as far as population matters go. We still, however, need a careful investigation of the causes of this trend towards smaller family size—and its meaning in Thai life.

Chapters 5, 6 and 7 are devoted to population policy, population education and related research. Defining population education is, at best, a tricky process. The authors have proceeded admirably. Population education is a new field that has grown in the past decade as a response of the educational system to the challenges presented by rapid population growth and urban migration. It includes a strong attitude and behaviour component. Population education aims to help young people develop decision-making skills regarding family size, work methods, age-at-marriage, and so on. Its contents may relate to a number of different areas such as the population change, nutrition, agricultural development and employment. In a school programme one might expect to find students studying the population change in their own country, its possible impacts on the economy along with some sanitation or farming methods that aim to improve the use of natural resources. However, a precise definition of population education will vary from country to country, depending on national and family needs. Thus, one finds that the Sri Lankan population education programme is different from the Thai programme.

The last half of chapter 6 is devoted to the development of population education in Thailand. Beginning with a strong emphasis on family planning information, the educational programme has broadened to include population-related matters such as how to prevent diseases, how to have a high quality of life, and so on. The authors present a brief description of activities and significant publications from various Thai universities and governmental agencies. Readers may wish, however, that this section had been expanded to describe Thai population education programmes in more detail. We might, for example, have been told about the unusual field-survey methods carried out during the Mahidol population education training programmes, or about the contents of the school programme prepared by the Department of Educational Techniques. No mention is made of the outstanding Adult Education Division functional literacy programme. That is a rare phenomenon—the truly integrated educational activity whose basic idea is that population trends can only be changed by improving the family's over-all life. Their adult education literacy materials have received wide recognition around the world.

This is not an historical book—the authors are writing about something that is happening today, not 100 years ago. As with anything that is new or experimental, like population education, an author must in all honesty tread carefully. It is too easy to be short-sighted in evaluating or describing such an educational programme. The authors have remained quite objective, but unfortunately, this chapter which should be the most significant in the book is marred by indifferent editing.

The last chapter deals with population education research with a focus on Asia. There has been remarkably little useful or careful research done in relation to population education. Most of the existing work relies upon survey techniques that generally enable the researcher to come up with the answers he wanted in the first place. In this chapter, however, the studies described are both important and interesting, generally relating to surveys of knowledge, attitudes and beliefs in relation to population. The research reports are drawn from India, Indonesia, the Republic of Korea, Pakistan, Taiwan, Thailand, Africa and the USA.

Within compact dimensions, *Thailand: Population and Population Education* presents a good deal of useful information. It should be of interest particularly to those involved in population education throughout Asia (and this is a considerable number of people). But some vital questions remain unanswered. If children and young people are going to participate in this new programme called 'population education'—what specifically are they going to learn? And how will this be useful to them? Thailand has some unusually successful educational experiences and techniques to share with the rest of the world; but unfortunately these have received only slight notice. We have a great body of information here, but it is a body that needs a bit more life from careful and useful detail. Nevertheless, Dr. Chaiwat and Dr. Narong should be congratulated for making available a coherent account of a significant educational movement in Thailand—a movement responding to one of the most important problems facing contemporary society.

K. Shordt

*Population Education Clearing House,
UNESCO Regional Office for Education in Asia
Bangkok*

A Guide to Research Materials on Thailand and Laos

Robert M. Hearn, ed.

*Auburn, N.Y.; Asia Library Services, 1977; 123 pp.;
200 baht (US\$ 10.-)*

The tenor of this commentary on the Thai and Laotian press is set by the heading of Dr. John A. Lent's preface : "The burnt-out candle: Thailand's brief experience with press freedom, 1973-1976". If it had been impartially conducted, this survey would be valuable, but it is marred by a sort of mechanical, academic 'liberalism' which is now painfully familiar to Asians. This leads the authors into ludicrous distortions, such as the statement: "Heavy censorship for foreign publications imported into Thailand (such as the *New York Times*, *Newsweek*, *International Herald Tribune*, *Asian Wall Street Journal*, *Far Eastern Economic Review*, and several Kuala Lumpur and Singapore dailies) is practised."

The most useful section of the *Guide* is the listing of 35 newspapers and periodicals published in Thailand, including some little-known provincial newspapers. However, the list includes a number of defunct publications such as *Prachathippatai*, *Athipat* and *Prachachat*. Although these papers were closed down before the *Guide* was compiled (in January 1977), they still appear in it, preserved in a sort of academic aspic.

The *Guide* also covers Laotian newspapers (now overwhelmed by events), Asian press and radio reports, southeast Asian periodicals, dissertations and theses, as well as a listing of papers submitted to the International Congress of Human Sciences in Asia. The compilation seems to be on a somewhat haphazard basis, which results in considerable overlapping.

At 200 baht, this limp-covered, loose-leaf monograph comes rather expensive.

John Stirling

Bangkok

The Role of Foreign Financial Assistance to Thailand in the 1980s

W. Lee Baldwin and W. David Maxwell, eds.

Lexington, Massachusetts; D.C. Heath & Co., 1975;

ISBN 0-669-00140-6; 167 pp.

In presenting papers from a seminar sponsored by the Southeast Asia Development Advisory Group of The Asia Society, held at Chiang Mai in June 1974, the editors attempt to reflect "a predominantly Thai view of matters of common concern" among a distinguished assemblage of Thais and their close professional foreign peers and colleagues, and consider this "attained to an extent perhaps unparalleled in the recent history of Thai relations with foreign advisors, aid administrators and scholars".

The view of the seminar was that "future development planning and implementation will be far more complex and difficult than was the case in the past". The case for aid to Thailand rests on the argument that though "the magnitude of financial aid will be small relative to the other variables that will determine the outcome, [the productivity of such aid] makes it all the more important that such assistance be wisely deployed".

In the tradition since Rama V modernized the administration of the kingdom, Thais have always felt that development is primarily a domestic affair. And it is perhaps for this reason that the discussion reads somewhat like Hamlet without the Prince. For instance, to quote Dr. Sura: "The success or failure of the entire development effort crucially depends on whether Thailand can replace the existing archaic administrative system with a reasonably efficient one." And what role can aid play in this process? Another example, from Dr. Supachai, indicates the answer. "Although the development of human resources basically requires the kind of reform which only can only be effected by the local authorities, foreign aid can do much to accelerate this process. For example, if the government opts for quantity for political reasons, the

quality gap should be bridged by external assistance; but only, of course, if this gap concerns only human and physical inputs and not a change in the structure of the system."

One has the impression that the seminar was a rather earnest gathering of well-meaning, conscientious and responsible people who have come together to assure foreigners that they are not to blame for the mishaps that occur in the Thai economy. Siamwalla's contribution is a model in this regard. As a historical record of what is said when Thais felt free to say things in front of foreigners publicly, this book is valuable. It is evidence of the strong empiricist, non-ideological stance of eminent Thais during the period that could be called "Let the Hundred Flowers Bloom". How relevant it is for contemporary Thailand the reader will have to judge for himself.

Charid Tingsabath

*Faculty of Economics,
Chulalongkorn University
Bangkok*

Letters from Thailand

Botan, trans. by Susan Fulop Morell

Bangkok, D.K. Book House, 1977; 391 pp.; 75 baht (US\$ 3.75)

Translator Morell writes that she has chosen this particular book for translation after reviewing many (Thai) novels written over the past 15 years because *Letters from Thailand* is the best and most entertaining picture of life in urban Thailand in mid-twentieth century that exists. Not only is this the case for readers in general, but for the foreign audience. Botan has given one of those rare and accurate peeks into Chinese life and that arcane quality of being Chinese. In so doing, she also conveys to us the quality of 'Thainess' and brings down to a universal, human plane that collection of ethnic traits and national characteristics that are often described as 'inscrutable' or 'unfathomable', and makes us realize that such indefinite adjectives are really a Westerner's way of admitting that he doesn't understand. In the 96 letters that compose this novel-based-on-true life, we are made to understand and to seize the essence of what it is to be an urban Chinese immigrant and an average Bangkok Thai.

Some six years ago Professor Napa Bhongbhibhat noted in her review of the Thai-language version of *Letters from Thailand* (JSS, vol. 59 no. 2) that this is a novel with a purpose, the purpose being to describe the lifestyles and truths about Thai and Chinese society, and through this inventory of ethnic failings and virtues, to help both groups to better understand each other. So well has the author succeeded in her purpose that in 1975 the Ministry of Education of the Royal Thai Government decided that *Letters from Thailand* should be incorporated into the social studies curriculum of Thai schools throughout the country to promote mutual understanding between ethnic Thai and Chinese.

The other side of the coin—with which this reviewer does not agree—is that this novel is rather average literature which is at the same time both anti-Thai and anti-Chinese. That this book is not 'great

literature' with an exciting plot and dramatic construction is unimportant, for the author does not seek such a goal—to borrow an analogy from the world of art, this is not a great portrait, but a *genre* painting, a series of photographs of everyday people snapped by an ordinary camera. It is precisely the 'everyman' quality of this book that gives it the timeless appeal of a skillful documentary—a record of life in Sampheng Lane as it is; it would be missing the point to attempt a sweeping epic with such modest material.

Equally off the mark is the observation that *Letters from Thailand* is both anti-Chinese and anti-Thai—if it is from time to time negative in its description of these two peoples, this must be viewed within the over-all context of attempting to record the truth. The fact that this book is viewed as both anti-Thai and anti-Chinese would seem to indicate that it has indeed achieved its goal of objectivity! Neither race is treated with special favour, and if both groups emerge a bit less fragrant than they had fancied themselves to be, they end up with greater self-understanding as well as an appreciation of the motives and perceptions of the other.

Special mention must be made of Susan Morell's excellent translation which performs the difficult, dual tasks of bringing to the foreign reader a text written in his own terms, and at the same time preserving the style and character of a Thai-Chinese novel. It is hoped that Ms. Morell will lend her superb translating talents to other works in Thai.

S. Oglesby

Bangkok

CORRIGENDA

Volume 65 Part 1

January 1977

Hans Penth, "Reflections on the Saddhamma-Saṅgaha"

- Page 261 line 28, *for Lankā read Laṅkā*
Page 264 line 8, *for of fifteenth read of the fifteenth*
Page 264 line 15, *for -sami/svami read -sāmi/svāmi*
Page 265 line 13, *for Brah read Brahma*
Page 266 line 22, *for therupasampañño read therupasampaññā*
Page 269 line 23, *for -gunokaro read -guṇokaro*
Page 269 line 24, *for gagane read gagāṇe*
Page 269 line 28, *for Lankam manorammam read Laṅkam
manorammam*
Page 269 line 31, *for -rajā read -rājā-*
Page 270 line 17, *for Nāṇakitti read Nāṇakitti*

M.C. Chand Chirayu Rajani, "On translating Thai poetry"

- Page 316 first line, *for fore read foe*
Page 322 first line, *for ก្រោម read ក្រោម*
Page 322 second line, *for សេដ read សេដ*
Page 328 last line, *for អុនហាង read ហាងអុន*
Page 330 line 20, *for taffaute read ta faute*
Page 340 line 13, *for គ្រាបង្ហា read គ្រាប់*
Page 345 line 17, *for nonetheless read nonetheless*
Page 352 line 8, *for deer read dear*